Traité entre la République Tunisienne
et la République Fédérale d'Allemagne

Relatif à la protection et à l'entraide judiciaire, à la reconnaissance et l'exécution des décisions judiciaires en matière civile et commerciale ainsi qu'à l'arbitrage commercial.

Le Président de la République Tunisienne
et

Le Président de la République Fédérale d'Allemagne,

Désireux de maintenir et de resserrer les liens qui unissent leurs deux pays et de régler, en matière civile et commerciale, la protection et l'entraide judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions judiciaires ;

Désireux également, en vue de développer les relations commerciales entre leurs deux pays, de régler certaines questions relatives à l'arbitrage commercial ;

Sont convenus de conclure un traité et ont désigné à cet effet comme leurs plénipotentiaires :

Le Président de la République Tunisienne

Mr. HABIB BOURGUIBA Junior, Secrétaire d'Etat aux Affaires Etrangères

Le Président de la République Fédérale d'Allemagne

Mr. GERHARD SCHRODER, Ministre Fédéral des Affaires Etrangères.

Les Plénipotentiaires, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions qui suivent :

TITRE I

De la protection judiciaire
en matière civile et commerciale

CHAPITRE — I

De la liberté d'accès aux tribunaux

Article 1er

En matière civile et commerciale, les nationaux de l'un des deux Etats Contractants auront libre accès aux juridictions de l'autre Etat et pourront ester en justice devant les juridictions de cet Etat dans les mêmes conditions de fond et de forme que les nationaux. Ils pourront en particulier, conformément à la législation en vigueur, se faire représenter ou assister par un avocat ou tout autre conseil librement choisi.

Article 2

1) Seront assimilées aux nationaux, au sens du présent titre, les personnes morales, sociétés ou associations, constituées conformément à la législation de l'un des deux Etats et y ayant leur siège.

2) Leur capacité d'ester en justice devant les juridictions de cet Etat, sera également reconnue sur le territoire de l'autre Etat.

CHAPITRE — II

De la dispense de la caution judicatum solvi

Article 3

1) En matière civile et commerciale, il ne pourra être imposé aux nationaux de l'un des deux Etats, aucune caution ni dépôt sous quelque dénomination que ce soit, en raison soit de leur qualité d'étranger soit du défaut de domicile ou de résidence dans l'autre Etat, qu'ils soient demandeurs ou intervenants devant les juridictions de cet Etat. Toutefois cette dispense ne sera accordée qu'aux nationaux qui ont leur domicile ou résidence habituelle dans l'un des deux Etats.

2) La même règle s'appliquera au versement qui serait exigé des demandeurs ou intervenants, pour garantir les frais judiciaires

CHAPITRE — III
De l'Assistance judiciaire

Article 4

En matière civile et commerciale, les nationaux de l'un des deux Etats seront admis dans l'autre Etat au bénéfice de l'assistance judiciaire comme les nationaux eux-mêmes, pourvu qu'ils se conforment à la législation de l'Etat dans lequel l'assistance sera demandée.

Article 5

1) Le certificat d'indigence sera délivré par l'autorité compétente de la résidence habituelle du requérant et, à défaut de celle-ci, par l'autorité compétente de sa résidence actuelle

2) Dans le cas où la résidence habituelle ou actuelle du requérant ne serait pas située dans l'un des deux Etats, il suffira que le certificat soit délivré par l'agent diplomatique ou consulaire compétent de l'Etat auquel ressortit le requérant.

3) Si le requérant ne réside pas dans l'Etat où la demande est formulée, le certificat d'indigence sera légalisé gratuitement par un agent diplomatique ou consulaire de l'Etat où le certificat doit être produit ; toutefois, la légalisation n'est pas exigée lorsque le certificat est délivré par un agent diplomatique ou consulaire en application du paragraphe précédent.

Article 6

1) L'autorité compétente pour délivrer le certificat d'indigence pourra demander des renseignements sur la situation de fortune du requérant auprès des autorités de l'Etat auquel il ressortit.

2) Les juridictions ou autorités chargées de statuer sur la demande d'assistance judiciaire ne seront pas liées par le certificat d'indigence et pourront toujours demander des informations complémentaires.

Article 7

1) Lorsque le requérant ne réside pas dans l'Etat où la demande d'assistance judiciaire doit être formulée, celle-ci, accompagnée du certificat d'indigence et, le cas échéant, d'autres pièces justificatives utiles à l'instruction de la demande, pourra être transmise par le consul de son Etat à l'autorité de l'autre Etat ayant compétence pour recevoir les documents susvisés.

2) Cette autorité est :

1 — dans la République Tunisienne, le Procureur de la République près le tribunal de première instance,

2 — dans la République Fédérale d'Allemagne, le Président du Landgericht ou de l'Amtsgericht, dans le ressort desquels l'assistance judiciaire doit être demandée.

3) Si l'autorité à laquelle la demande d'assistance judiciaire a été transmise n'est pas compétente, elle remettra, d'office, la demande à l'autorité compétente et en informera sans délai le consul.

4) Les dispositions prévues aux articles 20 et 23 relatives aux commissions rogatoires sont applicables, à la transmission des demandes d'assistance judiciaire et de leurs annexes.

TITRE II

De l'entraide judiciaire
en matière civile et commerciale

CHAPITRE — I

De la signification des actes judiciaires
et extra-judiciaires

Section I. — De la demande de signification

Article 8

En matière civile et commerciale, les autorités de l'un des deux Etats signifieront, à la demande des juridictions ou des

autorités de l'autre Etat, les actes judiciaires ou extra-judiciaires destinés à des personnes se trouvant sur leur propre territoire.

Article 9

1) La demande de signification devra être transmise par le consul de l'Etat requérant à l'autorité de l'Etat requis ayant compétence pour recevoir cette demande.

2) Cette autorité est :

- 1 — dans la République Tunisienne, le Procureur Général de la République,
- 2 — dans la République Fédérale d'Allemagne, le Président du Landgericht ou de l'Amtsgericht dans le ressort duquel se trouve le destinataire.

Article 10

La demande de signification contiendra :

- 1 — la désignation de la juridiction ou de l'autorité dont elle émane ;
- 2 — les noms et qualités des parties ;
- 3 — l'adresse exacte du destinataire ;
- 4 — la nature de l'acte à signifier.

Article 11

1) La demande de signification ainsi que l'acte à signifier seront soit rédigés dans la langue de l'Etat requis, soit accompagnés d'une traduction dans cette langue.

2) Les traductions seront certifiées conformes par un traducteur assermenté ou jugé de l'un des deux Etats ou par ses agents diplomatiques ou consulaires.

3) Sous réserve du paragraphe 2 du présent article, aucune légalisation ni autre formalité analogue ne sera requise pour la demande et les pièces jointes.

Article 12

1) La signification se fera par les soins de l'autorité compétente conformément à la législation de l'Etat requis.

2) L'autorité requise fera signifier l'acte :

- 1 — soit selon les formes prescrites par sa législation interne pour l'exécution de significations analogues ; toutefois, l'autorité requise pourra d'abord chercher à effectuer la signification par simple remise de l'acte au destinataire, si celui-ci l'accepte volontairement ;
- 2 — soit selon la forme spéciale demandée par la juridiction ou l'autorité requérante, à condition que cette forme ne soit pas contraire à la législation de l'Etat requis.

Article 13.

1) La signification demandée ne pourra être refusée que si l'Etat requis la considère de nature à porter atteinte à sa souveraineté ou à sa sécurité.

2) La signification demandée ne pourra être refusée pour le seul motif que l'Etat requis revendique la compétence exclusive de ses juridictions dans l'affaire pour laquelle la signification est demandée ou que sa législation ignore une telle procédure.

Article 14.

1) La preuve de la signification se fera au moyen soit d'un récépissé daté, signé du destinataire et certifié par l'autorité requise, soit d'une attestation de l'autorité de l'Etat requis établissant le fait, la forme et la date de la signification.

2) L'autorité requise transmettra l'acte prouvant la signification au consul de l'Etat requérant.

3) Si la signification ne peut être faite, l'autorité requise transmettra au consul de l'Etat requérant un acte indiquant le motif pour lequel elle n'a pu avoir lieu.

Article 15

1) La signification ne pourra donner lieu à la perception de taxes ou frais de quelque nature que ce soit.

2) Toutefois, l'Etat requis pourra exiger de l'Etat requérant le remboursement des frais occasionnés par l'observation d'une forme spéciale dans le cas de l'article 12, paragraphe 2, al. 2. L'Etat requérant remboursera ces frais sans délai, indépendamment de la question de savoir s'ils lui seront remboursés par les parties intéressées.

Article 16

Chacun des deux Etats aura le droit de faire effectuer par les soins de ces agents diplomatiques ou consulaires et sans contrainte, des significations à ses propres nationaux qui se trouveront sur le territoire de l'autre Etat. En cas de conflit de législation, la nationalité du destinataire sera déterminée selon la législation de l'Etat sur le territoire duquel la signification doit avoir lieu.

Section II. — De la protection du défendeur en matière de signification d'actes judiciaires

Article 17

1) Lorsqu'une demande, citation ou autre acte introductif d'instance en matière civile ou commerciale, doit être signifié au défendeur dans l'autre Etat et que ce défendeur ne comparait pas, la juridiction ne statuera pas avant qu'il ne soit constaté que la demande, citation ou autre acte introductif d'instance a été :

- 1 — signifié au défendeur par une voie prévue au présent traité ou
- 2 — effectivement remis au défendeur.

La signification ou la remise doit avoir lieu dans un délai suffisant pour mettre le défendeur en mesure de se défendre.

2) Toutefois, dans un délai de huit mois à compter du jour de la transmission de la demande de signification à l'autorité compétente de l'Etat requis prévue à l'article 9, la juridiction, même si les conditions du paragraphe 1 ne sont pas remplies, pourra statuer à condition qu'il soit constaté que, dans l'Etat requérant, toutes les mesures ont été prises pour satisfaire à la demande.

3) Les dispositions du présent article ne s'opposent pas à l'application de mesures provisoires, y compris les mesures conservatoires.

CHAPITRE II

Des commissions rogatoires

Article 18

En matière civile et commerciale, les juridictions de l'un des deux Etats exécuteront, à la demande des juridictions de l'autre Etat, les actes d'instructions ou autres actes judiciaires, et ce, dans la limite de leur compétence.

Article 19

1) La commission rogatoire sera transmise par le consul de l'Etat requérant à l'autorité de l'Etat requis ayant compétence pour la recevoir.

2) Cette autorité est :

- 1 — dans la République Tunisienne, le Procureur Général de la République,
- 2 — dans la République Fédérale d'Allemagne, le Président du Landgericht ou de l'Amtsgericht dans le ressort duquel l'acte demandé doit être exécuté.

Article 20

1) La commission rogatoire sera soit rédigée dans la langue de l'Etat requis, soit accompagnée d'une traduction dans cette langue.

2) La traduction sera certifiée conforme par un traducteur assermenté ou juré de l'un des deux Etats ou par ses agents diplomatiques ou consulaires.

3) Sous réserve du paragraphe 2 du présent article, aucune légalisation ou autre formalité analogue ne sera requise pour la commission rogatoire.

Article 21.

1) La juridiction requise donnera suite à la demande dans les mêmes formes et sous les mêmes conditions que si elle émanait d'une juridiction de l'Etat requis.

2) Si la juridiction requérante demande qu'il soit procédé selon une forme spéciale, il y sera fait droit à condition que cette forme ne soit pas contraire à la législation de l'Etat requis.

3) La juridiction requérante sera, si elle le demande, informée de la date et du lieu où il sera procédé à la mesure sollicitée afin que les parties intéressées soient en état d'y assister.

Article 22.

1) L'exécution de la commission rogatoire ne pourra être refusée que :

1 — si l'authenticité de la demande n'est pas établie ;

2 — si l'exécution de la commission rogatoire ne rentre pas dans les attributions des juridictions de l'Etat requis ;

3 — si l'Etat requis considère que l'exécution est de nature à porter atteinte à sa souveraineté ou à sa sécurité.

2) L'exécution ne pourra être refusée pour le seul motif que l'Etat requis revendique la compétence exclusive de ses juridictions dans l'affaire pour laquelle la commission rogatoire est demandée ou que sa législation ignore une telle procédure.

Article 23.

Si la juridiction requise n'est pas compétente, elle transmettra d'office la commission rogatoire à la juridiction compétente de l'Etat requis, selon les règles établies par la législation de ce dernier. Elle en informera sans délai le consul de l'Etat requérant et lui indiquera la juridiction à laquelle la demande a été transmise.

Article 24

1) La juridiction requise transmettra l'acte constatant l'exécution de la commission rogatoire au consul de l'Etat requérant.

2) Si la commission rogatoire n'a pu être exécutée, le consul de l'Etat requérant sera informé de l'inexécution et des motifs qui l'ont entraînée.

Article 25

1) L'exécution d'une commission rogatoire ne pourra donner lieu à la perception de taxes ou de frais de quelque nature que ce soit.

2) Toutefois, l'Etat requis pourra exiger de l'Etat requérant le remboursement des honoraires d'experts ou interprètes ainsi que des frais occasionnés par l'observation d'une forme spéciale dans le cas de l'article 21, paragraphe 2.

L'Etat requérant remboursera ces frais sans délai, indépendamment de la question de savoir s'ils lui seront remboursés par les parties intéressées.

Article 26

Chacun des deux Etats aura le droit de faire exécuter par les soins de ses agents diplomatiques ou consulaires et sans contrainte, les commissions rogatoires relatives à ses propres nationaux qui se trouveront sur le territoire de l'autre Etat. En cas de conflit de législation, la nationalité de l'intéressé sera déterminée selon la législation de l'Etat sur le territoire duquel la commission rogatoire devra être exécutée.

TITRE III

De la reconnaissance et de l'exécution
des décisions judiciaires
en matière civile et commerciale

CHAPITRE — I

De la reconnaissance des décisions judiciaires

Article 27

1) En matière civile et commerciale, les décisions rendues par les juridictions de l'un des deux Etats seront reconnues

dans l'autre Etat lorsqu'elles sont passées en force de chose jugée.

2) On entend par décisions, au sens du présent chapitre, toutes décisions judiciaires quelle qu'en soit la dénomination, tels que jugements, arrêts, ordonnances ou mandats d'exécution, et quelle qu'en soit la nature contentieuse ou gracieuse. Toutefois, ne seront pas considérées comme telles les décisions qui seront rendues dans une procédure gracieuse où une seule partie est en cause.

3) Sont assimilées aux décisions judiciaires, les décisions des greffiers fixant ultérieurement le montant des frais du procès.

4) Les décisions provisoires allouant des prestations en espèces seront reconnues même si elles ne sont pas passées en force de chose jugée.

Article 28

1) Le présent titre ne s'appliquera en matière d'état et de capacité des personnes, qu'aux décisions relatives aux rapports entre époux ou à l'obligation alimentaire.

2) Le présent titre ne s'appliquera pas :

1 — aux décisions relatives à la faillite, au concordat ou autres procédures analogues y compris les décisions consécutives à ces procédures et relatives à la validité des actes à l'égard des créanciers.

2 — aux décisions rendues en matière de sécurité sociale.

Article 29

1) La reconnaissance de la décision ne pourra être refusée que :

1 — si les juridictions de l'Etat d'origine ne sont pas reconnues compétentes au sens des articles 31 et 32 ;

2 — si cette reconnaissance est contraire à l'ordre public de l'Etat requis ;

3 — si la décision est le résultat de manoeuvres frauduleuses

4 — si une demande ayant le même objet et fondée sur la même cause est pendante entre les mêmes parties devant une juridiction de l'Etat requis pourvu que celle-ci en ait été saisie la première ;

5 — si la décision est contraire à une décision qui a été rendue dans l'Etat requis et y a acquis force de chose jugée.

2) La reconnaissance de la décision pourra en outre être refusée en cas de non comparution du défendeur, si la demande, citation ou autre acte introductif d'instance ne lui a pas été signifié conformément à la législation de l'Etat d'origine ou, lorsque le défendeur se trouvait au moment de l'introduction de l'instance sur le territoire de l'Etat requis, par une des voies prévues aux articles 8 à 16 du présent Traité. La reconnaissance pourra également être refusée si le défendeur prouve que, sans négligence de sa part, il n'a pu prendre connaissance en temps utile de la demande, citation ou autre acte introductif d'instance bien que celui-ci lui ait été signifié conformément à l'un des modes indiqués ci-dessus.

3) La reconnaissance des décisions condamnant aux dépens le demandeur débouté ne pourra être refusée que si elle est contraire à l'ordre public de l'Etat requis. Cette disposition s'applique également aux décisions prévues au paragraphe trois de l'article 27.

Article 30

1) La reconnaissance ne pourra être refusée pour le seul motif que la juridiction qui a rendu la décision a, d'après les règles de son droit international privé, appliqué des lois autres que celles qui auraient été applicables d'après les règles de droit international privé de l'Etat requis.

2) Toutefois, la reconnaissance pourra être refusée pour le motif indiqué au paragraphe premier ci-dessus si la décision concerne l'état, la capacité ou les droits successoraux d'un national de l'Etat requis. Ces dispositions s'appliquent également aux dispositions concernant la capacité d'une personne morale, d'une société ou association à condition que

celle-ci soit constituée conformément à la législation de l'Etat requis et y ait son siège ou son établissement principal. La décision sera néanmoins reconnue au cas où elle serait justifiée par application des règles du droit international privé de l'Etat requis.

Article 31

1) La compétence des juridictions de l'Etat d'origine est reconnue au sens du premier paragraphe, alinéa I, de l'article 29 :

I — si, lors de l'introduction de l'instance, le défendeur avait dans l'Etat d'origine son domicile ou sa résidence habituelle ou, s'il s'agit d'une personne morale, société ou association, son siège ou son établissement principal ;

2 — si le défendeur, ayant sur le territoire de l'Etat d'origine un établissement commercial ou une succursale, y a été cité pour des contestations relatives à leur exploitation ;

3 — si l'action était relative à un contrat de travail ou à des droits découlant de ce contrat et si l'établissement ou le lieu de travail était situé dans l'Etat d'origine ; sont toutefois compétentes les juridictions de l'Etat sur le territoire duquel l'entreprise ou l'établissement était situé, lorsque l'entreprise ou l'établissement envoyait le salarié pour exercer une activité dans l'autre Etat ou dans un Etat tiers ou lorsque des salariés se trouvent dans l'autre Etat pour y exercer une activité sous leur direction ;

4 — si l'action a eu pour objet une obligation alimentaire et si le créancier d'aliments avait lors de l'introduction de l'instance son domicile ou sa résidence habituelle dans l'Etat d'origine ;

5 — si l'action a été fondée sur un délit ou un quasi-délit prévu par la législation interne de l'Etat d'origine et si l'auteur se trouvait sur le territoire de cet Etat au moment de l'infraction ;

6 — si l'action a eu pour objet un droit réel sur un immeuble situé sur le territoire de l'Etat d'origine ou une prétention découlant de ce droit ;

7 — si l'action a porté sur un litige en matière successorale et si le défunt avait la nationalité de l'Etat d'origine ou celle d'un Etat tiers et a eu son dernier domicile sur le territoire de l'Etat d'origine et ce, que la succession comprenne des biens mobiliers ou immobiliers ;

8 — en cas de demande reconventionnelle dans laquelle la prétention contraire était en rapport juridique avec la demande principale, lorsque les juridictions de l'Etat d'origine seraient reconnues compétentes aux termes du présent Traité pour connaître de la demande principale ;

9 — si la demande a fait valoir des droits à dommages et intérêts ou à restitution de biens attribués en exécution d'une décision judiciaire de l'autre Etat qui avait été rétractée ou réformée dans cet Etat.

2) Toutefois, la compétence des juridictions de l'Etat d'origine pourra ne pas être reconnue lorsque la législation de l'Etat requis attribue aux juridictions de cet Etat une compétence exclusive pour connaître de l'action qui a donné lieu à la décision.

Article 32

1) En matière de rapports entre époux, les juridictions de l'Etat d'origine au sens du présent titre seront compétentes si les deux époux n'ont pas la nationalité de l'Etat requis ; si les deux époux sont les nationaux d'un Etat tiers, la compétence des juridictions de l'Etat d'origine ne sera pas reconnue au cas où la décision ne serait pas reconnue dans l'Etat tiers.

2) Si l'un des deux époux seulement avait la nationalité de l'Etat requis, les juridictions de l'Etat d'origine au sens du présent titre seraient compétentes si le défendeur, à la date de l'introduction de l'instance avait sa résidence habituelle dans l'Etat d'origine ou si la dernière résidence habituelle commune des époux était située dans l'Etat d'origine et si l'un des deux époux résidait dans l'Etat d'origine à la date de l'introduction de l'instance.

Article 33

Lorsqu'une décision rendue sur le territoire de l'un des deux Etats est invoquée dans l'autre Etat, elle ne pourra faire l'objet d'aucun examen autre que celui des motifs de refus prévus à l'article 29 et au deuxième paragraphe de l'article 30.

CHAPITRE — II

De l'exécution des décisions judiciaires

Article 34

Les décisions judiciaires exécutoires dans l'un des deux Etats et susceptibles d'être reconnues dans l'autre Etat conformément aux dispositions du chapitre précédent, seront exécutoires dans cet Etat après y avoir été déclarées exécutoires

Article 35

La procédure d'exéquatur ainsi que ses effets seront régis par la législation de l'Etat d'exécution.

Article 36

La demande d'exéquatur peut être introduite par toute personne ayant qualité pour se prévaloir de la décision dans l'Etat d'origine.

Article 37

1) La demande d'exéquatur sera adressée :

I — dans la République Tunisienne, au Tribunal de première instance ;

2 — dans la République Fédérale d'Allemagne, au Landgericht (Tribunal de grande instance).

2) Est compétent territorialement le tribunal de première instance ou le tribunal de grande instance (Landgericht) dans le ressort duquel se trouve le domicile du débiteur ou dans lequel doit avoir lieu l'exécution forcée et ce, au choix de la partie requérante.

Article 38

1) La partie qui demande l'exéquatur doit produire :

I — une expédition de la décision motivée réunissant, d'après la législation de l'Etat d'origine, les conditions nécessaires à son authenticité ;

2 — tout document établissant que la décision est exécutoire selon la législation de l'Etat d'origine ;

3 — tout document établissant que, selon la législation de l'Etat d'origine, la décision est passée en force de chose jugée ;

4 — l'original ou une copie certifiée conforme du document constatant que la demande, citation ou autre acte introductif d'instance a été signifié au défendeur conformément à la législation de l'Etat d'origine ou le cas échéant par une des voies prévues aux articles 8 à 16 du présent Traité en cas de non comparution du défendeur ;

5 — une traduction dans la langue de l'Etat d'exécution des documents mentionnés ci-dessus, certifiée conforme soit par un traducteur assermenté ou jugé de l'un des deux Etats soit par ses agents diplomatiques ou consulaires.

2) Sous réserve des dispositions du premier paragraphe, alinéa 5 ci-dessus, aucune légalisation ni autre formalité analogue ne sera requise pour les documents ci-dessus énumérés.

Article 39

1) Le tribunal saisi de la demande d'exéquatur se bornera à vérifier :

1 — que les documents requis aux termes de l'article 38 ont été produits

2 — qu'il n'existe aucun des motifs de refus prévus aux premier et deuxième paragraphes de l'article 29 et au deuxième paragraphe de l'article 30.

2) La décision ne pourra faire l'objet d'aucun autre examen.

3) L'exécution des décisions condamnant aux dépens le demandeur débouté ne pourra être refusée que si elle est contraire à l'ordre public de l'Etat requis. Cette disposition s'applique également aux décisions prévues au paragraphe 3 de l'article 27.

Article 40

Le tribunal pourra accorder l'exequatur partiellement :

1 — si la décision porte sur un ou plusieurs chefs de demande et si le demandeur requiert l'exequatur pour un ou plusieurs chefs ou pour une partie seulement de l'un d'eux ;

2 — si la décision se rapporte à plusieurs chefs et si la demande d'exequatur n'est justifiée que pour l'un ou plusieurs d'entre eux.

Article 41

En accordant l'exequatur, le tribunal ordonnera, s'il y a lieu, les mesures nécessaires pour que la décision de l'Etat d'origine reçoive les mêmes effets que si elle avait été rendue par les juridictions de l'Etat d'exécution.

CHAPITRE — III

De la reconnaissance et de l'exécution des transactions judiciaires et des actes authentiques

Article 42

1) Les transactions conclues au cours d'une procédure devant une juridiction de l'un des deux Etats et qui ont fait l'objet d'un procès-verbal dressé par cette juridiction seront exécutées dans l'autre Etat au même titre que les décisions judiciaires pourvu qu'elles soient exécutoires dans l'Etat où elles ont été rendues.

2) La demande d'exequatur ainsi que la procédure à suivre seront régies par les articles 35 à 41 du présent Traité.

En statuant sur une demande d'exequatur, le tribunal saisi se bornera à vérifier :

- 1 — que les documents requis ont été produits;
- 2 — que la législation de l'Etat d'exécution autorise les parties à conclure une transaction sur l'objet du litige ;
- 3 — que l'exécution n'est pas contraire à l'ordre public de l'Etat d'exécution.

Article 43

1) Les actes authentiques reçus et exécutoires dans l'un des deux Etats pourront être rendus exécutoires dans l'autre Etat.

2) Le tribunal de l'Etat d'exécution se bornera à vérifier si l'expédition de l'acte authentique remplit les conditions exigées pour son authenticité selon la législation de l'Etat où l'acte a été reçu et si l'exequatur n'est pas contraire à l'ordre public de l'Etat d'exécution.

CHAPITRE — IV

Dispositions particulières

Article 44

1) Lorsqu'une demande ayant le même objet et la même cause est déjà pendante entre les mêmes parties devant les juridictions de l'un des deux Etats, les juridictions de l'autre Etat pourront, à la requête de l'une des parties, soit rejeter la demande soit surseoir à statuer, s'il peut en résulter une décision qui sera reconnue dans l'autre Etat.

2) Toutefois, les mesures provisoires ou conservatoires prévues par la législation de chaque Etat, pourront, en cas d'urgence, être requises des juridictions de chacun des deux Etats, quelle que soit la juridiction saisie du fond du litige.

Article 45

Le présent titre ne portera pas atteinte aux dispositions d'autres traités qui sont en vigueur entre les deux Etats et qui, dans des matières particulières, règlent la reconnaissance et l'exécution des décisions judiciaires.

Article 46

Les dispositions du présent titre ne s'appliqueront qu'aux décisions judiciaires, aux transactions judiciaires et aux actes authentiques rendus ou reçus après l'entrée en vigueur du présent Traité.

TITRE IV

Du contrat d'arbitrage et des sentences

arbitrales en matière commerciale

CHAPITRE — V

De la reconnaissance des contrats d'arbitrage

Article 47

1) Chacun des deux Etats reconnaît la convention écrite par laquelle les parties s'obligent à soumettre à un arbitrage toutes les contestations ou certaines contestations qui sont nées ou pourraient naître entre elles d'un rapport de droit déterminé qu'il soit contractuel ou extra-contractuel.

2) On entend par convention écrite au sens du paragraphe précédent, un compromis ou une clause compromissoire, à condition qu'ils soient signés par les parties ou contenus dans un échange de lettres, de télégrammes, ou de messages télex, ou un procès-verbal dressé devant les arbitres choisis.

3) La convention d'arbitrage ne sera reconnue que :

1 — si le rapport de droit qui a donné lieu à la contestation est considéré comme commercial selon la législation de l'Etat requis ;

2 — si la convention a été conclue entre des personnes qui avaient l'une, au moment de cette conclusion son domicile ou sa résidence habituelle ou s'il s'agit d'une personne morale ou d'une société son siège ou son établissement principal, dans l'un des deux Etats, et l'autre dans le second Etat ;

3 — si la contestation est susceptible d'être réglée par voie d'arbitrage selon la législation de l'Etat requis.

Article 48

Dans les procédures d'arbitrage fondées sur une convention au sens de l'article 47 du présent Traité, les nationaux de l'un des deux Etats ou d'un Etat tiers pourront être désignés comme arbitres.

Article 49

1) Les parties à une convention d'arbitrage auront la faculté de prévoir :

1 — que le ou les arbitres seront choisis parmi une liste dressée par un organisme international d'arbitrage nommément désigné ;

2 — que chaque partie désigne un arbitre et que les deux arbitres désignent à leur tour un tiers arbitre ; le tiers arbitre doit être aux termes de la convention d'arbitrage déterminé ou déterminable notamment quant à sa qualité, sa spécialité, son domicile ou sa nationalité.

2) Les parties auront en outre la faculté :

- 1 — de déterminer le lieu d'arbitrage ;
- 2 — de fixer les règles de procédure à suivre pour le ou les arbitres.
- 3 — de déterminer les règles de fond que les arbitres appliqueront sous réserve de l'ordre public interne.

Article 50

Si une juridiction de l'un des deux Etats est saisie d'une contestation qui a fait l'objet d'une convention au sens de l'article 47 du présent Traité, elle renverra les parties à l'arbitrage, à la demande de l'une d'elles, à moins qu'elle ne constate que la dite convention est caduque, inopérante ou non susceptible d'être appliquée.

CHAPITRE — II

De la reconnaissance et de l'exécution
des sentences arbitrales

Article 51

Les sentences arbitrales qui se fondent sur une convention d'arbitrage susceptible d'être reconnue conformément aux dispositions de l'article 47 seront reconnues et exécutées dans chacun des deux Etats.

Article 52

1) La reconnaissance ou l'exécution de la sentence arbitrale ne peut être refusée que :

- 1 — si la reconnaissance ou l'exécution de la sentence est contraire à l'ordre public de l'Etat requis ;
- 2 — si la contestation ne peut pas, selon la législation de cet Etat, faire l'objet d'une procédure arbitrale ;
- 3 — s'il n'existe pas de contrat d'arbitrage valable ; toutefois, ce motif de refus ne sera pas pris en considération si la partie qui s'en prévaut, bien qu'elle en ait eu connaissance durant la procédure d'arbitrage, où elle a comparu ne l'a pas invoqué, ou si une juridiction de l'Etat sur le territoire ou selon la législation duquel la sentence arbitrale a été prononcée, a rejeté une demande en annulation formulée de ce chef ;
- 4 — si la sentence est le résultat de manœuvres frauduleuses ;
- 5 — si le défendeur n'a pas été mis en mesure de se défendre.

2) Les transactions passées devant un tribunal arbitral seront considérées comme des sentences arbitrales.

Article 53

La procédure d'exequatur ainsi que ses effets seront régis par les dispositions des articles 35 et suivants du présent Traité.

TITRE V

Dispositions finales

Article 54

Toutes les difficultés relatives à l'application du présent Traité seront réglées par la voie diplomatique.

Article 55

Le présent Traité s'appliquera également au Land Berlin, sauf déclaration contraire faite par le Gouvernement de la République Fédérale d'Allemagne au Gouvernement de la République Tunisienne dans les trois mois qui suivront l'entrée en vigueur du présent Traité.

Article 56

1) Le présent Traité sera ratifié; les instruments de ratification seront échangés aussitôt que possible à Tunis.

2) Le présent Traité entrera en vigueur trente jours après l'échange des instruments de ratification.

Article 57

Le présent Traité pourra être dénoncé par chacun des deux Etats. La dénonciation prendra effet un an après la date à laquelle elle aura été notifiée à l'autre Etat.

En foi de quoi les Plénipotentiaires ont signé le présent Traité et y ont apposé leur sceau.

Fait à Bonn, le 19 juillet 1966

en six originaux dont deux en langue arabe, deux en langue allemande et deux en langue française, chacun des six textes faisant également foi. En cas de divergence entre les textes arabe et allemand, le texte français prévaudra.

Pour la République Tunisienne Pour la République Fédérale
d'Allemagne

Habib BOURGUIBA Jr. Gerhard SCHRODER

PROTOCOLE ADDITIONNEL

Lors de la signature du Traité entre la République Fédérale d'Allemagne et la République Tunisienne relatif à la protection et à l'entraide judiciaire, à la reconnaissance et à l'exécution des décisions judiciaires en matière civile et commerciale ainsi qu'à l'arbitrage en matière commerciale, les Plénipotentiaires soussignés munis de pleins pouvoirs en bonne et due forme sont, en outre, convenus des dispositions suivantes qui seront considérées comme partie intégrante dudit Traité :

1 — Les traductions prévues au paragraphe 4 de l'article 7, aux articles II et 20 et au paragraphe I alinéa 5 de l'article 38 seront rédigées de part et d'autre en langue française.

2 — Les décisions mentionnées à l'article 27 paragraphe 2, deuxième phrase ou exceptées par l'article 28 paragraphe I et rendues dans un Etat peuvent être reconnues dans l'autre Etat en application de sa législation interne y compris ses propres règles de droit international privé.

3 — Si un Etat modifie son organisation judiciaire, il signifiera à l'autre Etat les nouvelles autorités compétentes qui auront remplacé celles qui sont prévues par le présent Traité.

4 — Ne sera pas considéré comme une compétence exclusive au sens de l'alinéa 2 de l'article 31, le cas où la législation d'un Etat contractant déclare ses tribunaux exclusivement compétents pour les procédures concernant des offices, des sociétés nationales ou des sociétés dans lesquelles cet Etat détient une participation en capital.

5 — Le motif de refus prévu à l'alinéa 3, numéro 3 de l'article 47 ne peut être fondé sur la seule raison que le contrat d'arbitrage a été conclu par un office, une société nationale ou une société dans laquelle un Etat contractant détient une participation en capital.

Pour la République Tunisienne Pour la République Fédérale
d'Allemagne

Habib BOURGUIBA Jr. Gerhard SCHRODER

MINISTERE DES FINANCES

CODE DE LA PATENTE

Arrêté du Ministre des Finances du 25 avril 1970, complétant l'arrêté du 11 juin 1968, fixant la liste des activités susceptibles de bénéficier des taux réduits prévus par l'article 26 bis du Code de la Patente et de l'Impôt sur les bénéfices des professions non commerciales.

Le Ministre des Finances,

Vu le Code de la Patente et de l'Impôt sur les bénéfices des professions non commerciales, ensemble les textes qui l'ont modifié ou complété et notamment la loi n° 68-10 du 7 mai 1968 ;

Vu l'arrêté du 11 juin 1968, fixant la liste des activités susceptibles de bénéficier des taux réduits prévus à l'article 26 bis du Code de la Patente et de l'Impôt sur les bénéfices des professions non commerciales ;

Arrête :

ARTICLE UNIQUE. — Les tableaux A et B établis par l'arrêté susvisé du 11 juin 1968 sont complétés comme suit :

TABLEAU A

Activités relevant du secteur commercial

- Marchand ambulant, forain ou en étal
- Auto-Ecole
- Exploitant d'une salle de culture physique
- Réparation d'horlogerie, de radios et télévision
- Tapissier auto
- Soudeur et Soudeur ajusteur
- Peintre en bâtiment
- Menuisier ébéniste
- Pêcheur